



## Conseil économique et social

Distr. générale  
6 mars 2009  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement durable

#### Dix-septième session

4-15 mai 2009

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

#### Module thématique du cycle d'application

2008-2009 – session directive

### Réunion régionale de haut niveau sur le thème « L'agriculture en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : relever les défis et réaliser une révolution verte durable »

#### Note du secrétariat

#### *Résumé*

Une réunion de haut niveau organisée conjointement par la Commission du développement durable et le Gouvernement namibien sur le thème « L'agriculture en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : relever les défis et réaliser une révolution verte durable » s'est tenue à Windhoek les 9 et 10 février 2009.

Au cours de cette réunion, les débats, accompagnés d'exposés faits par des experts, ont porté sur trois principaux thèmes : a) les moyens de mettre en œuvre une révolution verte en Afrique; b) l'intégration de l'agriculture africaine aux marchés mondiaux; et c) la gestion de la transition agricole en Afrique.

La Déclaration ministérielle de haut niveau de Windhoek, issue de cette réunion, demande aux pays africains et à la communauté internationale d'engager une action concertée et d'œuvrer pour une agriculture et un développement rural durables, et souligne qu'il importe de garantir la sécurité alimentaire et de renforcer le secteur agricole en Afrique. Elle sera présentée à la dix-septième session de la Commission du développement durable, qui se tiendra à New York du 4 au 15 mai 2009.

---

\* E/CN.17/2009/1.



## I. Aperçu

1. Dans le cadre des préparatifs de la dix-septième session de la Commission du développement durable, le Ministère de l'environnement et du tourisme du Gouvernement namibien a organisé, conjointement avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, une réunion ministérielle de haut niveau de la Commission à Windhoek les 9 et 10 février 2009.

2. À ses seizième et dix-septième sessions, la Commission examine les questions liées à l'agriculture, au développement rural, aux terres, à la sécheresse et à la désertification en Afrique. Le continent africain doit relever des défis particuliers dans les cinq premiers domaines thématiques. À sa seizième session, la Commission a reconnu, en particulier, que l'agriculture jouait un rôle majeur dans la réalisation du développement de l'Afrique et qu'il fallait s'attaquer aux problèmes de ce secteur pour parvenir à un développement durable de l'ensemble du continent.

3. À cette réunion, les participants ont étudié les moyens dont disposent les pays africains et les autres parties prenantes pour relever ces défis et prendre des mesures énergiques et pratiques, en coopération avec la communauté internationale et les partenaires de développement, pour redynamiser l'agriculture en Afrique et l'économie rurale, en général, de façon durable aux plans économique, social et écologique. En particulier, les décideurs africains de haut niveau ont examiné certains des principaux défis qu'il convient de relever dans l'agriculture en Afrique, comme le Secrétaire général l'a souligné dans ses rapports sur les questions relatives aux seizième et dix-septième sessions de la Commission.

4. La réunion a permis aux décideurs africains de se préparer pour les débats de la dix-septième session de la Commission en recensant les principales questions et en lançant un débat sur les mesures efficaces à prendre à tous les niveaux. La Déclaration ministérielle de haut niveau de Windhoek sur l'agriculture en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle : relever les défis et réaliser une révolution verte durable<sup>1</sup>, approuvée par les ministres africains, sera présentée officiellement en tant que contribution aux travaux de la dix-septième session de la Commission.

## II. Organisation de la réunion

5. Plus de 120 participants ont assisté à la réunion, notamment des ministres; des chefs d'organismes, fonds et programmes des Nations Unies; des représentants des secrétariats de trois conventions relatives à l'environnement et un grand nombre d'organisations régionales africaines; et d'experts des grands groupes. Le Vice-Premier Ministre namibien, Libertina Amathila, a ouvert la réunion, coprésidée par le Ministre namibien de l'environnement et du tourisme, le Ministre néerlandais de l'agriculture, des ressources naturelles et de la qualité des produits alimentaires, Gerda Verburg, en sa qualité de Présidente de la dix-septième session de la Commission, ainsi que le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales de l'ONU.

---

<sup>1</sup> Voir E.CN.17/2009/14.

6. Seize experts choisis pour leurs compétences techniques en ce qui concerne les thèmes qui seront abordés à la conférence ont dirigé les sessions et fait des exposés, apportant ainsi une somme d'informations qui ont facilité les débats.

### III. Ordre du jour de la réunion

7. La réunion a été ouverte par le Vice-Premier Ministre namibien, qui a souligné l'importance que revêtait un développement agricole durable et le besoin pressant d'une planification intégrée dans le domaine de la gestion et de l'utilisation durables des ressources du continent africain. La Ministre néerlandaise de l'agriculture, des ressources naturelles et de la qualité des produits alimentaires a proposé une quintuple approche pour relever les défis qui se posent à l'agriculture en Afrique : accroître sensiblement les investissements dans l'agriculture; créer un environnement favorable à la création d'entreprises; mettre en place des chaînes de production durables; améliorer l'accès aux marchés; et renforcer la sécurité alimentaire et l'aide alimentaire d'urgence. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a demandé à la communauté internationale de soutenir une révolution verte durable spécifiquement africaine afin de parvenir à la sécurité alimentaire et de veiller à ce que les marchés mondiaux demeurent ouverts aux exportations de produits agricoles africains.

8. La réunion a permis de mettre l'accent sur trois principaux thèmes : réaliser une révolution verte en Afrique; intégrer l'agriculture africaine aux marchés mondiaux; et gérer la transition agricole en Afrique. Les deux premiers thèmes comportaient deux sous-thèmes qui ont été examinés au cours de séances parallèles :

- a) Sous-thème 1.1 : Incorporer la gestion durable des terres et les pratiques agricoles dans l'agriculture en Afrique;
- b) Sous-thème 1.2 : Accroître la productivité agricole en Afrique;
- c) Sous-thème 2.1 : Accroître la valeur ajoutée de l'agriculture africaine;
- d) Sous-thème 2.2 : Intégrer les petits exploitants dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

9. Les débats concernant le premier thème devaient permettre de comparer deux approches pour améliorer l'agriculture en Afrique : a) importer un modèle fondé sur l'utilisation intensive de variétés de semences améliorées, de capitaux, de facteurs de production et d'engrais; et b) développer l'agriculture plus durablement en améliorant la gestion des sols, des terres et de l'eau ainsi que les pratiques agricoles.

10. Dans le cadre du sous-thème 1.1, les participants ont étudié l'impact de la gestion durable des sols et des terres et des pratiques agricoles sur la productivité agricole (rendements, mauvaises récoltes), notamment l'impact de la biodiversité des plantes cultivées sur les rendements; les progrès réalisés dans les pratiques de gestion durable des terres; le changement de conception en ce qui concerne les principaux produits de base, en particulier, le système de riziculture intensive.

11. Ils ont examiné, dans le cadre du sous-thème 1.2, les potentialités des divers systèmes de production agricole dans les diverses régions agro-écologiques d'Afrique; les moyens d'accroître non seulement le niveau, mais également l'efficacité des investissements dans le secteur agricole (par ex., capacité d'absorption et infrastructure sectorielle); les méthodes de recherche-développement

nécessaires pour encourager la mise au point de variétés adaptées aux conditions agroclimatiques de l'Afrique, notamment aux changements climatiques, et les politiques à mettre en œuvre pour mieux aider les agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques.

12. À la fin de la première journée, les experts de haut niveau ont examiné, lors d'une table ronde, l'avenir de l'agriculture en Afrique. La table ronde a permis d'examiner certains thèmes importants abordés ce jour-là.

13. L'objectif des débats concernant le deuxième thème était de montrer que les gouvernements et les diverses institutions devaient soutenir et encourager la transition d'une agriculture de subsistance, qui caractérise, pour l'essentiel, l'agriculture africaine, vers une agriculture axée sur les marchés et, en fin de compte, vers une agriculture axée sur les exportations de produits à forte valeur ajoutée. La séance devait donner aux participants une meilleure idée des possibilités d'action en ce qui concerne l'appui à la filière agricole, pour donner au secteur agricole une position stratégique et aider les agriculteurs au cours du processus de transition.

14. Dans le cadre du sous-thème 2.1, les questions suivantes ont été examinées : les infrastructures et le renforcement des capacités nécessaires afin de répondre aux besoins en ce qui concerne les normes et la certification, ainsi que dans les domaines sanitaire et phytosanitaire, les modèles d'appui institutionnel pour les exportations agricoles à forte valeur ajoutée qui pourraient être mis en place en Afrique; les moyens d'assurer la gestion durable des ressources dans le cadre d'une agriculture axée sur les exportations; et les possibilités de pratiquer le commerce équitable et d'autres modèles et les incidences qu'ils pourraient avoir.

15. Les questions suivantes ont été examinées dans le cadre du sous-thème 2.2 : les enseignements tirés de l'expérience acquise récemment dans la réforme des filières du coton, du café et d'autres secteurs en ce qui concerne l'organisation de chaînes d'approvisionnement et la préservation des moyens d'existence des petits exploitants; les modèles novateurs destinés à gérer la transition de l'autosuffisance vers une agriculture à grande échelle fondée sur les marchés (notamment, en fournissant aux associations de petits agriculteurs des moyens de produire régulièrement des produits de qualité); et les modèles novateurs destinés à gérer durablement l'expansion des biocarburants tout en préservant les moyens d'existence des petits exploitants, en particulier l'accès à la terre.

16. Lors de la troisième séance, l'accent a été mis principalement sur les moyens de gérer la transition de l'agriculture en Afrique au cours de la prochaine décennie. Dans un exposé liminaire, les problèmes relatifs à l'agriculture ont été placés dans le cadre plus général de la situation démographique et économique de l'Afrique. L'accent a été mis particulièrement sur les incidences que les tendances démographiques et la mondialisation des chaînes d'approvisionnement ont sur l'élaboration de politiques visant à continuer de créer de nombreux emplois et à promouvoir le développement rural. À la suite de l'exposé, une table ronde regroupant cinq ministres a été organisée. Elle a permis d'examiner certains des thèmes les plus importants abordés au cours des deux jours.

17. Le document final de la réunion, la Déclaration ministérielle de haut niveau de Windhoek, a rendu compte des débats fructueux et du fort consensus qui s'est dégagé au cours des travaux. La Déclaration (E/CN.17/2009/14, annexe) sera

présentée à la dix-septième session de la Commission qui se tiendra à New York du 4 au 15 mai 2009.

#### **IV. Principaux résultats de la réunion**

18. De nombreux participants se sont félicités du fond et de la teneur des questions abordées lors de la réunion ainsi que des diverses séances. Les thèmes examinés au cours des cinq séances étaient, a-t-on estimé, pertinents et équilibrés et nombre d'exposés ont été bien accueillis. Le fait que certains orateurs faisaient partie des grands groupes a véritablement contribué à relever les débats lors des séances et a été bien accueilli par les groupes eux-mêmes, qui ont estimé qu'ils avaient apporté une contribution significative à cette importante réunion.

19. Entre les séances, les experts et les responsables gouvernementaux de haut niveau ont eu des entretiens fructueux. Ces échanges de vues peuvent contribuer à un véritable dialogue sur les politiques et à l'adoption de mesures concrètes. Par exemple, certains responsables gouvernementaux africains et représentants d'organisations régionales ont invité officiellement des experts à participer à des débats plus approfondis et à faire des exposés sur des thèmes précis dans leur pays.

20. La réunion a permis de parvenir à un solide consensus sur un texte qui sera examiné lors de la prochaine session de la Commission. Ce consensus est mis en évidence dans la Déclaration ministérielle de haut niveau de Windhoek, qui demande aux pays africains et à la communauté internationale d'engager une action concertée et d'œuvrer en faveur d'une agriculture et d'un développement rural durables et souligne qu'il importe de garantir la sécurité alimentaire et de renforcer le secteur agricole en Afrique. La Déclaration a été adoptée par acclamation à la dernière séance de la réunion.

21. De nombreux participants ont estimé que la Déclaration de Windhoek était un document énergique et précis qui apporte une valeur ajoutée réelle en tant que contribution à un document négocié de la Commission. Les points suivants, en particulier, figurent dans la Déclaration :

a) La reconnaissance qu'une révolution verte en Afrique ne dépend pas seulement de l'amélioration des semences et des engrais, mais doit reposer également sur la gestion durable des terres et les pratiques agricoles, la diversité des cultures et les services rendus par les écosystèmes;

b) La reconnaissance qu'il faut mettre l'accent non seulement sur les cultures, mais également sur l'élevage;

c) La nécessité de mettre fortement l'accent sur l'assistance aux petits exploitants (garantir la sécurité d'occupation des terres, assurer des services de vulgarisation et la formation de qualité, soutenir les associations d'agriculteurs, le crédit, les instruments de gestion des risques, l'infrastructure rurale);

d) La nécessité de réformer, d'améliorer et de trouver des solutions de rechange aux services de vulgarisation traditionnels, en particulier pour le partage de connaissances et de savoir-faire entre les agriculteurs;

e) La nécessité d'inscrire la transformation de l'agriculture en Afrique dans le cadre des problèmes démographiques et économiques plus généraux qui se posent dans le continent.